

la lettre de la. coopération décentralisée

**Mars
2012**

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	6
Asie	8
Europe	9
Méditerranée	10
Jeunesse.....	13
Tourisme responsable.....	14
Thématiques.....	15
Institutions européennes	16
Agenda	17
Publications	19

Editorial

À propos du 6^{ème} Forum mondial de l'eau, du 12 au 17 mars 2012, à Marseille : l'action internationale des collectivités françaises en matière d'eau et d'assainissement

Pour l'année 2010, le total des engagements financiers pour la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement s'élève à près de 25 millions d'euros. Un peu plus de 19 millions sont mobilisés grâce à la loi Oudin-Santini, et 5 millions par le budget général en application à la loi Thiollière.

Le montant total des engagements a augmenté de 36% entre 2009 et 2010 (18,5 millions en 2009). Cette augmentation correspond à la hausse importante des engagements pris par les agences de l'eau (+86%), alors que les engagements des collectivités et EPCI restent stables (+6%).

Les 6 agences de l'eau sont les premiers contributeurs de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement avec 50% des engagements financiers en 2010 (à titre de comparaison, 100 villes et agglomérations cumulent 20% des engagements totaux). Ainsi, l'agence Seine Normandie a mobilisé près de 4 600 000 euros en 2010, Rhône-Med Corse 2 478 000 euros et l'agence Adour-Garonne 1 807 000 euros...

Le paysage des acteurs se caractérise donc par une minorité d'institutions apportant l'effort financier le plus significatif. Ces derniers ne doivent cependant pas minimiser l'importance de la mobilisation d'apports financiers plus modestes : d'une part, les contributions même modestes peuvent permettre par « effet de levier » de mobiliser des cofinancements importants ; d'autre part, ces organismes peuvent apporter aux actions menées une expertise ou une approche qui leur est spécifique.

Je pense que beaucoup de petites et moyennes collectivités territoriales, qui n'ont pas d'action internationale, pourraient manifester le désir de contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en voie de développement. Elles peuvent parfaitement utiliser la loi Oudin-Santini pour subventionner les ONG. Beaucoup, d'ailleurs, le font.

Nous pourrions leur offrir une autre possibilité qui leur donnerait la garantie que cet argent contribuerait à renforcer ou à créer des services publics de l'eau dans les collectivités territoriales du Sud.

Pour se faire, je propose, que nous réfléchissions ensemble à la création d'un fonds qui pourrait être porté par l'AFD et qui permettrait aux petites et moyennes communes de participer à l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement. Ce fonds devra être géré en toute transparence avec la participation à sa gouvernance des fédérations des collectivités locales. L'argent pourra être fléché et devra présenter toutes garanties en matière de transparence et de traçabilité.

Dans une optique de péréquation, il pourrait être envisagé de demander aux gros contributeurs (les agences de bassin) de participer symboliquement à ce fonds.

Michel Delebarre

Président de Cités Unies France

Sénateur-maire de Dunkerque

Président de la communauté urbaine de Dunkerque

Ancien ministre d'État

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Réunion du groupe-pays Bénin, le 28 mars 2012

La prochaine rencontre du groupe-pays Bénin aura lieu le 28 mars 2012. Ce sera l'occasion de revenir sur le programme AGORA d'appui aux services publics locaux et d'aborder la question du registre foncier urbain, outil de planification au service des collectivités.

Coopération décentralisée entre le Nord et le Sud : l'Italie emboîte le pas à la France à Parakou

La commune de Parakou aura bientôt un nouveau partenaire en matière de coopération décentralisée. La confirmation a été donnée par El Hadj Soulé Alagbé, maire de Parakou, le vendredi 17 février 2012, à l'hôtel de ville à l'occasion d'un point de presse. Il s'agit, après Orléans, de la ville de Modiliventa, de la province de Trévis en Italie. Ce nouveau partenariat portera sur l'éducation, la santé (coopération entre la Faculté de médecine de l'Université de Parakou avec l'hôpital de Mota), l'environnement, la culture et le sport.

Plus d'informations :

<http://quotidienlematinale.info/?Cooperation-decentralisee-entre-le>

Sommet informel de l'Union africaine à Cotonou

Le président béninois Yayi Boni a convoqué, le 20 février, un sommet extraordinaire « informel » de l'Union africaine. Les quatorze chefs d'Etat présents se sont penchés sur le conflit armé qui secoue actuellement le Mali. Le président en exercice de l'Union africaine a déjà dépêché des émissaires dans plusieurs capitales, en vue de trouver des solutions urgentes.

Plus d'informations : <http://www.beninactu.com>

MALI

Président du groupe-pays: Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Réunion du groupe-pays Mali, le 22 mars 2012

La prochaine réunion aura lieu le jeudi 22 mars 2012, de 10h30 à 16h00, dans les locaux de Cités Unies France. Parmi les nombreux sujets qui seront abordés, on peut noter la situation au Nord Mali et la poursuite de la réflexion sur la formation des élus, agents et techniciens, souhaitée par plusieurs membres du groupe-pays à l'issue de la réunion du 21 mai 2011.

126 400 déplacés et réfugiés par les combats entre l'armée et la rébellion

Quelque 126 400 personnes (déplacés et réfugiés) ont fui les combats qui ont lieu depuis mi-janvier entre l'armée malienne et la rébellion touarègue dans le nord du Mali, a annoncé une agence de l'ONU dans un communiqué reçu vendredi 24 février dernier par l'AFP à Dakar. Depuis le 17 janvier, «les mouvements de populations se sont poursuivis» et «sont désormais estimés à 61.400 déplacés internes au Mali, et 65.000 réfugiés maliens entre la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et l'Algérie», indique le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha). « En outre, au moins 7 563 Nigériens vivant au Mali étaient rentrés (au Niger) à la date du 20 février », selon Ocha qui souligne «un rythme toujours élevé d'arrivées de nouveaux réfugiés: entre 800 et 1 000 par jour en Mauritanie comme au Burkina Faso».

(Source : <http://www.jeuneafrique.com>)

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse

Forum national sur la sécurité alimentaire en Mauritanie

Du 27 au 29 février 2012, le Groupe de recherche et de Réalisations pour le Développement rural (GRDR), la Croix-Rouge française, Tenmiya, Ecodev, Action contre la Faim et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement (AMAD) organisent à Nouakchott un forum sur la contribution des agricultures familiales à la sécurité alimentaire.

Ce forum a traité des nombreuses expériences développées par les acteurs de la société civile sur différents projets de recherche-action.

Pour rappel, la Mauritanie importe plus des deux-tiers des cultures vivrières consommées.

(Sources : <http://www.grdr.org/Forum-national-sur-la-securite,587.html> ; http://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s250_sum_f.pdf)

Des parlementaires européens recommandent l'organisation des élections le plus tôt possible

Des parlementaires européens ont recommandé, au terme d'une visite de quatre jours en Mauritanie, le 24 février dernier, l'organisation « dans les meilleurs délais » d'élections législatives et municipales afin de rétablir la situation constitutionnelle.

Au cours de leur visite, les députés européens ont rencontré de hauts responsables mauritaniens, des représentants de la société civile et des partis politiques mauritaniens.

Plus d'informations : http://www.cridem.org/C_Info.php?article=626452

Troubles à l'Université de Nouakchott

À l'Université de Nouakchott, rien ne va plus entre les responsables de l'institution et les étudiants. Plusieurs associations estudiantines ont occupé le bureau du rectorat le 8 février. Elles en ont été délogées par la police à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. Les cours ont été suspendus jusqu'à la fin du mois de février. Tout a commencé le 30 janvier par des revendications pour une augmentation et une généralisation des bourses, ainsi que l'octroi d'un Master 2 pour les étudiants de la 4e année. Les étudiants ont ensuite manifesté dans l'enceinte de l'Université, estimant que la direction n'avait pas tenu ses engagements.

(Source : www.cridem.org)

ACTUALITÉ SÉNÉGAL

Préparation du Forum mondial de l'eau - Marseille, du 12 au 17 mars 2012

Dans le cadre de la préparation du Forum mondial de l'eau qui doit avoir lieu en mars 2012 à Marseille, le gouvernement organise un forum national pour l'élaboration du rapport pays avec l'ensemble des catégories d'acteurs. A l'issue de ce forum national et des forum régionaux, des solutions et des engagements, partagés par tous les acteurs, seront portés par les délégations des pays devant la communauté internationale réunie à Marseille. En parallèle de ces forums, des activités culturelles et artistiques servent d'appui pour informer et mobiliser le grand public sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement.

Plus d'informations :

<http://www.aleaulesenegal.org>

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général délégué au conseil général de l'Eure

Congrès sur la thématique de l'eau dans les espaces insulaires, du 22 au 24 février, à Diego Suarez

L'Association des Villes et des Collectivités de l'Océan Indien (AVCOI) dont le secrétariat général est assuré par la ville de la Possession a organisé son dernier congrès sur la thématique de l'eau dans les espaces insulaires. Ce congrès s'est tenu du 22 au 24 février à Diego Suarez et a été labellisé par le Comité du Forum mondial de l'eau de Marseille.

Plus d'informations: <http://avcoi.overblog.com>

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, conseillère de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Réunion du groupe-pays Togo, le 9 février 2012

En présence de l'Ambassade du Togo en France, les participants sont, entre autres sujets, revenus sur l'état d'avancement du processus de décentralisation au Togo. Les activités de l'Union des communes du Togo, la mission récente de la présidente du groupe-pays et la finalisation du programme concerté de promotion et de renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise (2007-2011) étaient également à l'ordre du jour.

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole

Un programme de coopération décentralisée pour l'innovation

Dans le cadre d'un accord de coopération entre l'Italie et le Sénégal, un nouveau programme a été mis en place au sein du ministère italien de la coopération : « Connaissance Innovatrice et Développement Local » (CIDEL). Une convention a été signée, le 10 février 2012, à Dakar, entre le CIDEL, et l'Ecole internationale KIP. L'école contribuera au processus de décentralisation déjà entamé au Sénégal, principalement dans le domaine du renforcement des capacités d'acteurs locaux, avec des méthodes basées sur l'échange d'expériences, l'activation de la coopération décentralisée européenne et la collaboration avec divers organismes des Nations Unies.

Dans les activités prévues, une attention particulière sera accordée au développement économique local, au rôle actif des femmes et à l'identification, l'application et la diffusion des innovations qui améliorent la qualité du développement local et la compétitivité des petites entreprises. Il s'agit d'une collaboration avec l'Union européenne, la coopération française, la Banque islamique de développement et d'autres acteurs de la coopération internationale.

Plus d'informations : <http://www.cooperationdecentralisee.sn/Signature-de-Convention-entre-le.html>

Formation des cadres de l'administration financière et des collectivités locales d'Afrique de l'Ouest, partenariat AFD - PEFA

Un séminaire de réflexion, doublé d'une formation sur la méthodologie PEFA (*Public Expenditure and Financial Accountability*) appliquée aux collectivités locales, est organisé par l'Agence Française de Développement et le PEFA. Il a pour objectif de conforter le processus d'évaluation, d'améliorer la qualité des rapports et d'accompagner leur utilisation dans le cadre de réformes des systèmes de gestion des finances publiques, en particulier au niveau des collectivités locales. La formation se tiendra à Dakar, du 30 mai au 1^{er} juin 2012. Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au début du mois de mai.

Plus d'informations : <http://www.cooperationdecentralisee.sn/Seminaire-PEFA-pour-les-cadres-d.html>

Un second tour pour les élections présidentielles

Le premier tour des élections présidentielles a eu lieu au Sénégal, le 26 février. La campagne, sous tension, a été marquée par des violences, par de nombreuses controverses à propos du président sortant et par des irrégularités dans le processus de vote, mises en avant par les observateurs internationaux (Union Européenne, CEDEAO, Union Africaine). La journée du vote a débuté dans le calme, la discipline et la sérénité, comme l'ont souligné de nombreux observateurs. Ils étaient environ 5,3 millions à s'être déplacés pour aller voter. Malgré l'éviction d'électeurs et de candidats des listes électorales et la non distribution de cartes d'électeurs, Abdoulaye Wade, qui se présente pour un troisième mandat à 86 ans, se trouve en ballottage. En 2007, il avait remporté l'élection dès le premier tour avec 55,86 % des voix.

Aujourd'hui, le chef de l'Etat sortant arrive en tête du premier tour de l'élection, selon les résultats provisoires fournis par l'Agence de presse sénégalaise (Chiffres provisoires du 29 février à 8h30). Mais avec environ 35 % des voix, il devra affronter Macky Sall, son ancien Premier ministre au second tour, prévu le 18 mars. Ce dernier a rassemblé environ 25,5 % des suffrages sous son nom. Le second tour annonce toutefois un ralliement très large autour de Sall, tant l'opposition est marquée avant tout par un désir de changement de président.

(Sources : www.jeuneafrique.com et www.afriscoop.net)

ACTUALITÉS AFRIQUE

Mouvements au ministère français des Affaires étrangères et européennes (liste non exhaustive) :

- **Stéphane Gompertz, ambassadeur de France en Autriche** : Le Directeur d'Afrique et de l'Océan Indien (DAOI) prend son deuxième poste d'ambassadeur et part représenter la France en Autriche.

- **Au sein de la Direction Générale de la Mondialisation et des Partenariats (DGM) :**

Jean-Marc Châtaigner quitte son poste d'ambassadeur à Madagascar pour devenir directeur général adjoint auprès de la direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats.

Son prédécesseur, **Georges Serre**, devient ambassadeur en Côte d'Ivoire.

Le directeur de la DGM, **Christian Masset**, a été nommé **ambassadeur de France au Japon**. Il est remplacé par **Jean-Baptiste Mattei**, qui revient de Genève, où il exerçait les fonctions de représentant spécial de la France auprès de l'office des Nations Unies.

- **Matthias Lange** a quitté sa fonction de chargé de mission au sein du Pôle Sécurité alimentaire

- **Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT)** : Eric Klein, du secrétariat, spécialisation des affaires financières remplace Mme Colette.

Appels à projets (liste non exhaustive) :

- La Fondation de France et le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) lancent un appel à projet commun pour la promotion des agricultures familiales en Afrique subsaharienne. Les financements de projets varieront entre 10 000 et 50 000 euros selon la durée et le champ d'action. Les dossiers sont à déposer avant le 29 mars 2012.

Information sur le site : <http://www.fondationdefrance.org/Nos-Aides/Vous-etes-un-organisme/Environnement/Developpement-durable/En-Afrique>

- Le Ministère français de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration lance un appel à projet qui concerne sept pays : la Tunisie, le Gabon, le Bénin, le Congo, le Burkina Faso, le Cameroun et le Cap Vert. Pour chacun de ces pays, le ministère souhaite encourager le développement et l'organisation des réseaux de solidarité entre l'immigration vivant en France et le pays d'origine. L'appel à projet concerne des actions à mener dans les pays précités. Selon la durée et le champ d'action du projet, il sera attribué entre 15 000 et 200 000 euros. Les dépôts de dossiers sont à faire avant le 16 avril 2012.

Plus d'informations sur le site de Forim : <http://cluster011.ovh.net/~forim/>

Programme des Nations Unies sur les établissements humains

La 23^e session du programme des Nations Unies sur les établissements humains se tiendra du 11 au 15 avril, à Nairobi. Une occasion pour rappeler que le règlement intérieur de son conseil exécutif a été modifié pour pouvoir mieux prendre en compte les pouvoirs locaux dans les délégations nationales comme dans ses prises de décisions.

Formation « Gouvernance locale et budget participatif »

Une session internationale de formation en « Gouvernance locale et budget participatif » sera organisée du 17 au 27 avril 2012 à Dakar, par Enda ECOPOP en collaboration avec le Programme des Nations unies pour les Etablissements humains (Onu Habitat), Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), et l'Observatoire Internationale de la Démocratie Participative (OIDP).

L'objectif de cette session de formation est de créer un pool de compétences africaines francophones aptes à accompagner les collectivités territoriales africaines dans l'élaboration de leurs budgets selon une approche participative et une éthique de gestion transparente.

Cette session internationale de formation sera consacrée au public francophone et cible une vingtaine de participants qui seront sélectionnés parmi :

- les responsables des départements ministériels en charge de la décentralisation et du développement local ;
- les responsables des institutions intervenant dans le renforcement des capacités et la formation ;
- les responsables de formation des ONG, programmes et projets.

Les inscriptions seront clôturées dans deux semaines.

Pour plus d'informations veuillez contacter Enda ECOPOP:

Contact : Mme Tavarez,
Tél. : +221 33 859 64 11
ecopop@endatiersmonde.org

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukouï, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

Séminaire régional « Forum des villes durables en Amérique centrale et dans les Caraïbes »

Le séminaire régional « Forum des villes durables en Amérique centrale et dans les Caraïbes » aura lieu du 7 au 9 mars 2012 à San José au Costa Rica. Il sera organisé par l'Institut Français d'Amérique Centrale, l'Ambassade de France au Costa Rica, ONU-Habitat, l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) et la municipalité de San José. Les maires de la région centraméricaine et des Caraïbes ainsi que des représentants de ministères y participeront. Les conclusions de ce séminaire devraient être présentées lors du séminaire de la coopération décentralisée française en Amérique centrale et à Cuba en novembre 2012.

El Salvador : la paix est possible 1992-2012

Ce colloque a été organisé le 27 janvier par le ministère des Affaires étrangères et européennes, Sciences Po-CERI, l'OPALC (Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes), la Maison de l'Amérique latine, l'Ambassade du Mexique en France et l'Ambassade du Salvador en France, à l'occasion du vingtième anniversaire de la signature des accords de paix au Salvador. Son objectif était d'analyser les raisons du succès de cet accord et de préserver la mémoire historique du processus de négociation avec les personnes directement impliquées dans le conflit.

Les intervenants des tables rondes étaient des acteurs présents lors de la signature des accords et lors du processus de négociation. Il s'agit des négociateurs et signataires pour le Gouvernement du Salvador et pour le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN), des facilitateurs des Nations Unies et des experts en éducation pour la paix. Des universitaires, appartenant au réseau des latino-américanistes, ont également participé aux tables rondes.

Pour plus d'informations, consulter l'ouvrage dédié (uniquement disponible en espagnol) : Escobar Galindo David, Horst ter Enrique, Mayorga Román, Nikken Pedro, Sánchez Cerén Salvador, El Salvador, de la guerra civil a la paz negociada, Colección 1810-2010 Mujeres y Hombres Protagonistas de Nuestra Historia, Ministerio de relaciones exteriores de El Salvador.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Mission de Cités Unies France en Haïti, du 26 février au 1^{er} mars 2012

Dans le cadre du projet d'appui à la reconstruction de la région des Palmes, une délégation comprenant des représentants de Cités Unies France, dont Jean-Louis Testud, vice-président, de la communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) et de la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise (CACP) s'est rendue en Haïti du 26 février au 1^{er} mars 2012.



La délégation a ainsi pu participer à la rencontre semestrielle de coordination de la Plateforme internationale des Palmes qui s'est tenue les 28 et 29 février. Celle-ci comprend les autorités locales et nationales haïtiennes, la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM), l'Association des communes néerlandaises (VNG) et Cités Unies France.

Les résultats de cette mission seront diffusés le mois prochain.

Fond de Solidarité Haïti : l'état d'avancement du projet de construction des bâtiments scolaires

Au cours du mois de janvier, deux sites ont été sélectionnés pour la construction de l'école publique à Gressier et du lycée d'enseignement général aux Abricots.

À ce jour, suite à des appels d'offre restreints, le cabinet d'architecte « Christian Dutour et Partners Architecte » a été choisi pour la construction de l'école publique de Gressier et « Architectes Ingénieurs Réunis (AIR) » pour le lycée d'enseignement général des Abricots.

Les appels d'offre pour les entreprises de construction devraient être lancés fin mars et la construction des deux bâtiments scolaires devrait débuter au cours du premier semestre 2012.

L'afflux d'Haïtiens pose de nouveaux défis au Brésil

De nombreux Haïtiens ont migré vers le Brésil depuis 2010. Ils sont le plus souvent installés au nord du Brésil (dans les États d'Acre et d'Amazonas). Le pays avait accordé 1 600 visas aux Haïtiens pour leur permettre d'entrer dans le pays après le séisme. Cependant, face à l'arrivée massive de près de 4 000 Haïtiens, les autorités brésiliennes ont déclaré, qu'à partir de janvier 2012, l'immigration haïtienne serait limitée. Seuls 100 visas de travail temporaire devraient être accordés par mois. L'une des conséquences d'une telle mesure est que les migrants haïtiens, interdits sur le territoire brésilien, fuient vers les pays voisins, notamment le Pérou ou encore l'Équateur qui ont une politique migratoire plus flexible.

Cette décision a déclenché un débat autour de la politique migratoire brésilienne. Le pays semble vouloir privilégier l'accueil de professionnels qualifiés issus des pays développés. Or, le modèle de politique migratoire que le Brésil met en place risque d'avoir des répercussions sur les autres pays de la région étant donné le rôle de puissance régionale revendiqué par le pays. Il représente un des nouveaux défis auxquels le Brésil devra faire face à l'avenir.

(Source : Romero Simon et Zarate Andrea, « Influx of Haitians poses new challenges to Brasil », *The International Herald Tribune*, 9 février 2012)

Amérique latine & Caraïbes

MEXIQUE

Les rencontres franco-mexicaines à Bordeaux, les 23 et 24 février 2012

Les rencontres franco-mexicaines de la coopération décentralisée ont été accueillies par la Communauté urbaine de Bordeaux les 23 et 24 février 2012. Pendant deux jours, les 140 participants ont pu suivre des ateliers thématiques, réaliser des visites de terrain et se rencontrer dans des espaces dédiés aux collectivités.



La constitution d'un comité de pilotage, composé de façon paritaire de Français et de Mexicains, a permis d'associer les ministères des Affaires étrangères, les réseaux de collectivités et les ambassades des deux pays.

Quatre ateliers ont permis d'aborder les sujets suivants : **l'aménagement durable des territoires, le tourisme durable, l'attractivité des territoires et le développement économique, et la gouvernance des projets et l'ingénierie financière.**

Avec près d'une trentaine de mexicains (représentants d'une dizaine de collectivités, d'instituts de recherche et de réseaux spécialisés), les échanges autour des thématiques proposées semblent avoir porté leurs fruits. Des visites de terrain sont venues illustrer certains thèmes dont une présentation des projets de renouvellement urbain à Bordeaux (Chartrons, Bassins à flots).

L'annonce officielle de la création d'un groupe-pays Mexique à Cités Unies France a été perçue comme une initiative importante qui permettra de poursuivre les échanges. Alors que l'on identifie une quinzaine de coopérations, l'Ambassade de France, en collaboration avec Cités Unies France, a organisé plusieurs missions de repérage et d'accompagnement de futurs projets de territoire à territoire.

Deuxième édition de la régate transatlantique « La route Solidaire du Chocolat »

Les dates à retenir concernant la course de la Solidaire du Chocolat sont les suivantes :

- du jeudi 1^{er} au samedi 3 mars : Festival Solidaire du Chocolat (Sté-réolux / La Fabrique, île de Nantes) ;
- dimanche 4 mars : Grande Parade Solidaire sur l'Estuaire ;
- dimanche 11 mars, 17h30 : Départ de la course au large de Saint-Nazaire.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission

(Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

ARGENTINE

Président du groupe-pays : Pierre-Marie Blanquet, Vice-président du conseil général de l'Aveyron

Réunion du groupe pays Argentine, le 9 février 2012

Cette réunion du groupe-pays Argentine a été consacrée à la préparation du 2^{ème} Forum de la coopération décentralisée France-Argentine. Le forum aura lieu du 12 au 16 novembre 2012, autour de cinq thématiques : la formation professionnelle, les pôles de compétitivité, les actions culturelles, la préservation du patrimoine urbain et environnemental et le secteur agroalimentaire. Cependant, le choix de la collectivité d'accueil n'a pas encore été effectué parmi les trois candidates (Chartres, communauté d'agglomération du Grand Cahors, conseil général des Pyrénées-Atlantiques).

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Réunion « Appels à proposition européens pour l'Amérique latine et les Caraïbes », du 1^{er} mars 2012

Cette réunion a permis d'échanger autour du programme « les acteurs non-étatiques et les autorités locales dans le développement » (ANE-AL). Mis en place dans le cadre de l'instrument de financement européen de la coopération au développement (ICD), ce programme subventionne, à travers des appels à propositions, des actions de coopération qui visent la réduction de la pauvreté et respectent le principe de développement durable. L'objectif 1a du programme « action dans un pays partenaire » a reçu une enveloppe de 63 millions d'euros pour 2011-2012. Il concerne 40 pays dont 15 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il s'agira d'exposer aux participants le contexte de la mise en place du programme ANE-AL au sein de l'Union Européenne puis de présenter les appels à propositions. Cette réunion doit également permettre de partager les expériences de réponse aux appels européens afin de rédiger des recommandations pour améliorer la rédaction et s'adapter ainsi aux réalités des collectivités.

JAPON

Fonds de solidarité pour le Japon de Cités Unies France

Cités Unies France rappelle qu'après le séisme et le tsunami dévastateurs qui ont touché l'archipel nippon le 11 mars dernier, un fonds de solidarité pour le Japon a été ouvert aux collectivités territoriales désireuses de venir en aide au peuple japonais. Cités Unies France tient à remercier sincèrement les collectivités ayant déjà abondé ce compte bancaire spécial « Collectivités territoriales – Séisme Japon ». L'argent recueilli est destiné aux collectivités japonaises sinistrées et sera distribué en collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR). Un premier versement est en cours. La liste des destinataires sera bientôt publiée.

INDE

Président du groupe-pays Inde: Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Bilan du premier appel à projets conjoint franco-indien en soutien à la coopération décentralisée

Lancé le 18 avril 2011, le premier appel à projets conjoint franco-indien en soutien à la coopération décentralisée a été clôturé le 15 novembre 2011. 6 projets, d'un coût total de 565 980 euros, bénéficieront d'un cofinancement d'un montant de 121 600 euros du ministère des Affaires étrangères et européennes. Le bilan complet de ce premier appel à projets est consultable sur le site Internet de Cités Unies France et sur celui de la DAECT.

ERRATUM - Prochaine réunion du groupe-pays Inde fixée au 11 avril 2012

Initialement prévue le 4 avril prochain, la prochaine réunion du groupe-pays Inde se tiendra dans les locaux de Cités Unies France le 11 avril 2012. L'ordre du jour détaillé sera mis en ligne sur le site Internet de Cités Unies France courant du mois de mars.

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

Quatrième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, à Cités Unies France, le 21 mars 2012

La quatrième réunion du comité de pilotage français aura lieu le mercredi 21 mars 2012, de 14h30 à 17h30, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion fera le point sur le programme à Compiègne et à Chartres, la participation des collectivités françaises et sur leur choix des ateliers et des sous-thèmes. A ce jour, 17 collectivités françaises et 17 collectivités japonaises ont confirmé leur participation.

Toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer et/ou intervenir lors des Troisièmes Rencontres sont priées de confirmer leur participation dès que possible, et de choisir entre les différents ateliers et sous-thèmes proposés. Sur le site Internet de Cités Unies France, à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179>, se trouvent toutes les informations importantes concernant la préparation des Troisièmes Rencontres.

ACTUALITÉ JAPON

Vers l'arrêt total des réacteurs japonais ?

Sur les 54 réacteurs qui assuraient la production de près d'un quart de l'électricité de l'Archipel avant l'accident du 11 mars, seuls 9 génèrent encore du courant. Les centrales nucléaires nippones ne fonctionnent ainsi plus qu'à 17 % de leur capacité théorique. Les compagnies d'énergie japonaises ne parviennent pas à convaincre les municipalités de valider un redémarrage des centrales du pays.

Sans aucun débat public ni la moindre décision du gouvernement, l'électricité nucléaire est en train de graduellement disparaître du Japon. Kyushu Electric Power Company a mis à l'arrêt, pour des travaux de maintenance réguliers, le réacteur numéro 1 de sa centrale de Genkai. La tranche numéro 4 du site devrait être stoppée le 25 décembre prochain pour des inspections similaires. L'électricien qui contrôle au total 6 tranches dans l'archipel ne produira alors plus aucune électricité d'origine nucléaire.

Le groupe souhaiterait relancer les tranches, dont les travaux de maintenance ont été achevés, mais il se heurte à l'opposition des **autorités locales, qui ont le droit de refuser le redémarrage de réacteurs installés sur leur territoire**. Ces mairies, qui n'avaient, jusqu'à la catastrophe à Fukushima Daiichi, que rarement opposé leur veto à ces exploitations, ont depuis massivement bloqué la reprise de la production dans toutes les grandes centrales du pays.

(Source : Les Echos, le 12 février 2012 : <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0201773724623-le-japon-s-achemine-malgre-lui-vers-l-arret-total-de-ses-reacteurs-257268.php>)

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

RUSSIE

Signature d'un accord relatif au soutien à la coopération décentralisée franco-russe, le 18 novembre 2011, à Moscou

Le XVI^{ème} séminaire intergouvernemental (SIG) franco-russe s'est déroulé à Moscou, le 18 novembre 2011. Échéance annuelle majeure dans les relations bilatérales franco-russes, il a réuni les deux Premiers ministres et des membres de leurs gouvernements.

Au cours de la réunion, le Ministre de la Ville de la République Française, Maurice Leroy, et le Vice-ministre du Développement régional de la Fédération de Russie, Maxime Travnikov, ont signé un accord intergouvernemental bilatéral de coopération décentralisée entre les entités territoriales de la Fédération de Russie et de la République Française.

Pour plus d'informations :

Site Internet de l'Ambassade de France en Russie dédié à la coopération décentralisée franco-russe : <http://coopregion.ru/>

Site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1466>

Site Internet de l'Ambassade de France en Russie consacré à la coopération décentralisée franco-russe

<http://coopregion.ru/>
<http://coopregion.ru/fr/>
(interface en français)



Sur ce site (interface en russe) figure une carte des régions françaises (<http://coopregion.ru/ru/regiony-frantsii/>) pour en faire la promotion auprès des collectivités russes. Une carte "miroir" des régions russes (profil économique, innovation, académique et culturel) qui présentera la diversité des territoires russes sera mis en ligne dans le courant du mois d'avril.

Réactualisation du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russes » prévue pour avril 2012



La première édition du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russes » de Cités Unies France est parue en novembre 2010, en vue de la troisième Rencontre des collectivités territoriales franco-russes qui s'est déroulée à Strasbourg, les 26 et 27 novembre 2010. Ce répertoire est actualisé le plus régulièrement possible. Ainsi, afin de mieux connaître les actions menées par les collectivités territoriales françaises dans ce pays, Cités Unies France appelle à compléter la fiche de capitalisation qui figure sur son site à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission
(Arménie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

BALKANS

Réunion PFCTR dédiée aux Balkans, le 9 mars 2012

La réunion PFCTR dédiée aux Balkans aura lieu le vendredi 9 mars 2012, de 14h30 à 17h00, à Cités Unies France.

La Plate-forme coopération et tourisme responsable (PFCTR) s'est constituée lors de la réunion fondatrice du 30 juin 2008, date à laquelle fut signée une déclaration d'intention de partenariat entre la coopération décentralisée et la coopération d'Etat dans le domaine du tourisme responsable.

Suite à intérêt marqué lors de la réunion du groupe thématique « Tourisme responsable » de Cités Unies France dédiée à l'Europe, le 30 juin 2009, la PFCTR avait identifié les Balkans comme un territoire pilote, afin d'analyser les opportunités et d'appuyer les dynamiques existantes, en organisant la tenue d'une réunion multi-acteurs dédiée aux Balkans.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1478>
<http://www.coopération-tourisme.org>



SERBIE

Les portes de l'UE s'entrouvrent pour la Serbie

Le Conseil européen du 1er mars 2012 a reconnu à la Serbie le statut officiel de pays candidat. Cette décision, longtemps attendue, fait suite à l'accord arraché in extremis la semaine dernière entre Belgrade et Pristina... La Serbie aurait ainsi rempli toutes les conditions fixées par Bruxelles.

Intégration européenne : feu vert en vue pour la Serbie : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=16161

Dialogue entre Belgrade et Pristina : un pas en avant, deux pas en arrière ? http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=15596

(Source : La revue de presse du Courrier des Balkans -> <http://balkans.courriers.info>)

Méditerranée

ACTUALITÉ MAROC

Premier anniversaire du mouvement du 20 février

Même s'il n'a pas atteint tous ses objectifs pour ses porteurs, le Mouvement du 20 février (M20) a contribué au printemps arabe "version marocaine".

Dans la foulée des révoltes en Tunisie et en Égypte, son action dans la rue, via des manifestations massives, a contribué au processus qui a amené le roi Mohammed VI à amorcer un train de réformes, et l'adoption d'une nouvelle constitution en juillet.

ACTUALITÉ ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

Discours du président Bouteflika à Oran

À l'occasion d'un discours pour le 41^{ème} anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, Abdelaziz Bouteflika a qualifié la situation actuelle en Algérie de « période sensible », faisant écho aux revendications qui continuent dans le pays.

Les Algériens seront appelés aux urnes le 10 mai prochain pour élire une nouvelle Assemblée nationale.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

La prochaine réunion du groupe-pays Israël, le 16 mars 2012

La prochaine réunion du groupe-pays Israël se tiendra le 16 mars 2012 à partir de 14h30, dans les locaux de Cités Unies France.

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

Premier comité de pilotage du dispositif conjoint franco-marocain d'appui à la coopération décentralisée

La première réunion du comité de pilotage du fonds conjoint de soutien à la coopération décentralisée franco-marocain s'est tenue le 16 février dernier.

Outre les représentants des Etats (Direction générale des collectivités marocaines au ministère de l'Intérieur pour la partie marocaine et l'Ambassade de France pour la partie française) les associations de pouvoirs locaux étaient présentes, représentées par l'Association des régions du Maroc (ARM), l'Association des Régions de France (ARF) et Cités Unies France.

Le comité de pilotage a balayé de façon globale le fonctionnement du dispositif et examiné les premiers projets de coopération décentralisée à retenir dans le cadre du fonds. Le comité de pilotage a également acté le décalage d'un an du dispositif, qui courra jusqu'à la fin de l'année 2014.

Le lancement du dispositif étant désormais officiel, son fonctionnement sera véritablement consolidé avec la mise en place d'une équipe technique pour assurer le suivi des dossiers et organiser les séminaires de capitalisation prévus dans le projet global.

ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

Neuvième session du Groupe 5+5, baptisé à nouveau Groupe 10

La neuvième réunion des ministres des Affaires étrangères du Groupe 5+5 (le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie, la Tunisie et la Libye, pour la rive sud de la Méditerranée occidentale, et l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal, pour la rive nord), s'est tenue lundi 20 février, à Rome.

La conférence a débouché sur un document conjoint qui comprend une série de recommandations reflétant la vision des pays partenaires sur différentes questions internationales telles que les perspectives du dialogue euro-méditerranéen, le dialogue au sein du Groupe 5+5, l'Union pour la Méditerranée, l'intégration maghrébine et le processus de paix au Moyen-Orient.

Appel à propositions de la Commission européenne pour les Territoires palestiniens occupés et Israël

La Commission européenne a lancé deux appels à propositions ouverts aux collectivités locales pour les Territoires palestiniens occupés et Israël.

Le premier concerne la construction d'une paix durable entre Israël et la Palestine, le second s'inscrit dans le cadre du Programme de sécurité alimentaire pour les Territoires palestiniens occupés et traite plus particulièrement la filière de l'huile d'olive.

Les lignes directrices de ces appels ainsi qu'une synthèse de chaque appel se trouvent sur le site de Cités Unies France.

Méditerranée

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Séminaire des Nations Unies pour les droits inaliénables du peuple palestinien

Le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a organisé un séminaire sur l'assistance au peuple palestinien, au Caire, les 6 et 7 février derniers, intitulé « les coûts économiques de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens : et les efforts internationaux pour la réduire ».

Cités Unies France et le RCDP ont été invités à y participer.

Étaient présents : les représentants de plus de 54 pays et de 12 agences des Nations Unies, ainsi qu'une quinzaine de représentants de la société civile, principalement des associations des droits de l'homme. Cités Unies France était la seule association représentant les pouvoirs locaux.

L'objectif du séminaire était d'analyser l'impact socio-économique des politiques et des pratiques israéliennes d'occupation dans la Cisjordanie et dans la Bande de Gaza et, en particulier, le coût subi par l'économie palestinienne. Ces pratiques affectent profondément le développement dans plusieurs secteurs stratégiques de l'économie palestinienne, ce qui constitue une entrave à la construction de l'Etat palestinien et de ses institutions.

Ont intervenu lors de la session d'ouverture : Ahmed Fathalla, premier sous secrétaire du ministre des Affaires étrangères égyptien ; Maxwell Gaylard, député de Nations Unies, coordinateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et président de l'OCHA pour les territoires palestiniens occupés, représentant M. Ban Ki-moon, secrétaire général de Nations Unies ; Abdou Salam Diallo, chef du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ; Ali Al-Jarbawi, ministre palestinien du Plan et du développement, représentant M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité nationale palestinienne.

La première session plénière avait pour titre : « L'occupation israélienne comme obstacle au développement socio-économique de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza ». Cette table ronde a été l'occasion d'aborder plusieurs sujets dont l'impact des pratiques israéliennes sur la situation socio-économique en Cisjordanie (restriction d'accès et de déplacement, démolitions et expropriation à Jérusalem-est et dans la zone C etc.), l'impact socio-économique du blocus de la Bande de Gaza et les mesures économiques unilatérales comme moyen de coercition politique et économique.

Lors de la deuxième session plénière, les intervenants ont quantifié le coût de l'occupation israélienne sur l'économie palestinienne. Ainsi, ils ont estimé qu'elle en limite le développement à 9 milliards de dollars par an. D'autres questions ont été abordées comme les coûts engendrés par les obstacles aux mouvements de biens et personnes, l'impact économique du mur, le coût de la présence des colons israéliens, le coût du blocus de la Bande de Gaza ainsi que les pertes causées par le contrôle israélien sur les exploitations de ressources naturelles.

La troisième table ronde a été dédiée au rôle des donateurs de la communauté internationale, aux possibles recours économiques des palestiniens contre les autorités d'occupation, ou encore le rôle du secteur privé...

La session de clôture a été marquée par l'intervention remarquable de Riyad Mansour, observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies qui a lancé un nouvel appel à la reconnaissance de la Palestine auprès des Nations Unies.

Plus d'informations : <http://unispal.un.org/unispal.nsf/com.htm>

ACTUALITÉS PALESTINE

Prochaine réunion du RCDP, le 7 mars 2012

La prochaine réunion du RCDP et son assemblée générale extraordinaire sont prévues pour le mercredi 7 mars 2012, à partir de 10h30, dans les locaux de Cités Unies France.

Jumelage entre Montpellier et Bethléem

Le 21 février, les maires de Montpellier et Bethléem, Mme Mandroux et M. Batarseh, ont officialisé le jumelage des deux villes. Ce partenariat porteur d'un message de paix, d'échanges et coopération vient consacrer la collaboration euro-méditerranéenne. Il aborde de nombreuses thématiques comme le développement économique ou de la conservation du patrimoine.



Méditerranée

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans sur Isère

Soutenir la coopération décentralisée franco-tunisienne

Cités Unies France a organisé au début du mois de février, une mission à Tunis pour rencontrer divers interlocuteurs de l'Ambassade de France à Tunis, notamment le Service de Coopération et d'Action Culturelle, le Centre de formation et d'appui à la décentralisation et l'Agence Française de Développement (AFD).

Plusieurs pistes de travail ont été identifiées : l'organisation de Rencontres de la coopération décentralisée franco-tunisienne à l'automne prochain, la mise en place d'un fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-tunisienne dans les toutes prochaines semaines et la participation des élus français à différents séminaires en Tunisie.

L'ensemble de ces points sera discuté à l'occasion de la réunion du groupe-pays Tunisie du 13 mars prochain en présence de Pierre-Yves Sonalet, du SCAC de l'Ambassade de France à Tunis.

L'ordre du jour prévisionnel est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1474>

Deuxième Forum tuniso-français de la société civile, le 30 et 31 mars 2012

Consacrée à quatre thématiques, citoyenneté, droits et santé des femmes, environnement et micro-crédit, cette seconde édition du Forum (la première s'était tenue en mai dernier) approfondira et renouvellera les enjeux en mettant également l'accent sur des problématiques transversales : économie sociale et solidaire, rôle du milieu associatif dans la gestion des conflits et dans l'élaboration d'une constitution, enjeu des réseaux, place du volontariat etc.

Les collectivités françaises sont invitées à participer et/ou intervenir.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1488>

Interventions économiques du Fonds Monétaire International (FMI) et de l'Arabie saoudite pour soutenir la Tunisie

Le 1^{er} février, Christine Lagarde, directrice du FMI, a visité la Tunisie pour soutenir le pays qui traverse actuellement une grave crise économique. Mme Lagarde tient à assurer du « soutien de l'institution financière à la transition démocratique » et souhaite établir un contact avec les nouvelles autorités issues des élections du 23 octobre.

Plus d'informations : <http://www.jeu-neafrique.com>

TURQUIE

Président du groupe-pays : Jean Touzeau, vice-président du conseil général de la Gironde

Report de la réunion du groupe-pays Turquie

La réunion du groupe-pays Turquie, prévue le 30 mars, est reportée à une date ultérieure.

ACTUALITÉS TURQUIE

Une nouvelle constitution pour la Turquie ?

Alors que la rédaction d'une nouvelle constitution est une priorité du nouveau gouvernement de M. Erdogan, certains s'interrogent sur l'opportunité d'entamer ce processus maintenant, appelant plutôt à la concrétisation des engagements précédemment pris par le pays.

Pour plus d'informations : www.turquieuropeenne.eu/5162-turquie-ce-n-est-point-le-moment-de-faire-une-nouvelle-constitution.html

Attaque des locaux du journal « Zaman » en France

Les locaux du journal conservateur « Zaman » ont été attaqués simultanément en France et en Allemagne par des militants du PKK le 15 février dernier. Ces attaques ont été fermement dénoncées par Reporters sans frontières, l'Institut international de la presse ou encore par la Fédération européenne des journalistes qui estiment qu'on ne peut prendre pour cible le gouvernement à travers Zaman et dénoncent cette grave atteinte à la liberté d'expression. En Ile-de-France, il s'agit de la troisième attaque des locaux du journal en six mois.

Plus d'informations : www.zaman.com.tr

Décision du Conseil constitutionnel français sur la négation des génocides

Le Conseil constitutionnel a censuré le 28 février la loi du 23 janvier qui pénalise la négation de tout génocide. Il a estimé que le législateur a porté une "atteinte inconstitutionnelle à l'exercice de la liberté d'expression et de communication".

Moins d'une heure après cette décision, Nicolas Sarkozy a chargé le gouvernement de préparer un nouveau texte de loi réprimant la contestation des génocides, dont le génocide arménien.

L'adoption de cette loi avait suscité une crise politique et économique entre la France et la Turquie.

(Source : www.lemonde.fr)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPP)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Présidente du groupe thématique : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, en charge de la jeunesse

Réunion du groupe thématique Jeunesse, le 17 février 2012

Le 17 février 2012, le groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France s'est réuni pour échanger sur les approches à développer pour sensibiliser les professionnels de la jeunesse à la mobilité et à la solidarité internationale. Les discussions ont été consacrées, dans un premier temps, aux outils et stratégies mis en place par différents types d'acteurs sur ces thématiques puis, dans un second temps, au dispositif du service civique à l'international. Enfin, quelques pistes d'action ont pu être dégagées pour l'organisation d'un séminaire sur la jeunesse, actrice du changement en Méditerranée.

Le compte-rendu de cette rencontre est consultable sur la page jeunesse de CUF : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique28>

La prochaine réunion du groupe thématique jeunesse se tiendra au mois de juin.

Restitution de l'expérience du service civique volontaire à Unis-Cité « Quels enseignements pour le service civique ? », le 31 janvier 2012

Mardi 31 janvier 2012, l'association Unis-Cité, en partenariat avec l'INJEP a présenté son dernier numéro des « Cahiers de l'action » à l'Assemblée nationale. Ce support dresse le bilan de plusieurs années d'expérience dans le domaine du service volontaire au sein de cette association. L'objectif de cette rencontre est de nourrir la réflexion des acteurs engagés dans la mise en œuvre du service civique.

Plus d'informations en consultant les liens suivants :

http://www.injep.fr/spip.php?page=publications_detail&language_id=4&products_id=270<http://www.uniscite.fr>

Organisation d'un atelier « Mobilité internationale » par le fonds d'expérimentation pour la jeunesse, le 8 février 2012

La mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ) a organisé, le mercredi 8 février 2012, à l'Usine (Seine-Saint-Denis) un atelier sur la mobilité internationale des jeunes. Les porteurs de projets et les évaluateurs des expérimentations mises en œuvre étaient tous réunis à cette occasion. Après une présentation de l'ensemble des expérimentations et des bilans tirés des évaluations, dans la matinée, l'après-midi a été consacrée à des ateliers de réflexion organisés en petits groupes.

Plus d'informations : www.jeunes.gouv.fr

Conférence-débat « Jeunesses euro-méditerranéennes : de l'indignation à l'engagement », le 10 février 2012, à Lyon

« Jeunesses euro-méditerranéennes : de l'indignation à l'engagement », tel était le titre de la conférence-débat organisée, le 10 février dernier, à Lyon, par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), l'Agence française du programme européen "Jeunesse en action", le centre de ressources SALTO-YOUTH EuroMed et l'université Lumière Lyon 2. Il s'agissait de tirer les leçons de la forte mobilisation des jeunes un an après le Printemps arabe et les vagues de protestation en Europe, en mettant à profit les instruments de coopération euro-méditerranéens financés par la Commission européenne.

Plus d'informations sur le site Internet de l'Injep : www.injep.fr

Signature d'une convention entre l'Organisation internationale de la francophonie et l'Office franco-québécois pour la jeunesse pour favoriser la mobilité des jeunes francophones, le 16 février 2012

L'administrateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Clément Duhaime et le Secrétaire général de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ), Frédéric Lefret ont signé le 16 février 2012 au siège de l'OIF une convention de partenariat. Ce partenariat vise à mobiliser les ressources de l'OIF et de l'OFQJ en faveur de la mobilité des jeunes francophones issus des 75 États et gouvernements membres ou observateurs de la Francophonie.

<http://www.francophonie.org/OIF-OFQJ-favoriser-la-mobilite-des.html>

Actualité de financements jeunesse

- En 2012, des fonds spécifiques de près de 700 000 euros seront dédiés, dans le cadre de la « Eastern Partnership Youth Window », à des projets de rencontres de jeunes, service volontaire européen et formation/mise en réseaux, réalisés avec 6 pays d'Europe Orientale et le Caucase : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Pour plus d'informations sur cette initiative : <http://www.jeunesseenaction.fr/index.php/news/322/104/Focus-sur-la-Eastern-Partnership-Youth-Window>

- En 2012, le budget alloué au programme européen « Jeunesse en action » est en hausse. L'enveloppe budgétaire allouée à l'Agence française par la Commission européenne est de 11 484 515 euros.

Organisation de la semaine des Offensives Utiles et Festives, « Semaine de OUF », par la ville de Nanterre, le 12 avril 2012

La semaine des Offensives Utiles et Festives (semaine de OUF) sera organisée, comme chaque année depuis 2006, par la ville de Nanterre. Cet événement, destiné à valoriser les différentes formes d'expression des jeunes, sera l'occasion de réfléchir aux mobilisations méditerranéennes et de créer des passerelles entre les jeunes des deux rives. Différents projets issus de ces rencontres interculturelles (théâtre, cinéma, danse) seront présentés et un débat sera organisé autour des différents axes soulevés.

<http://www.nanterre.fr/Ages/Jeunesse/Semaine+de+Ouf/>

Tourisme responsable

ACTUALITÉ TOURISME RESPONSABLE

Organisation du MAP 2012

À l'occasion du grand salon du tourisme 2012, un pôle « tourisme responsable » réunira les acteurs incontournables du secteur, du jeudi 15 au dimanche 18 mars 2012.

Plus d'informations :

www.badgeonline.fr/tourisme2012/Default_fr.htm?CodeInvit=map-2012_1094801&Type=5

Plus que quelques jours pour signer le Pacte national du tourisme durable

La date limite pour la signature du pacte national pour un tourisme durable a été fixée au 6 mai 2012. Annoncé le 1er juin 2011, à l'occasion de la cinquième Journée mondiale pour un tourisme responsable qui était organisée cette année à Paris dans l'hémicycle du conseil régional d'Ile-de-France, le Pacte national du tourisme durable 2012-2017 est une campagne d'interpellation et de sensibilisation des décideurs politiques et des citoyens. Il a pour objectif de placer le développement durable au cœur de l'action publique en matière de tourisme en France.

Ce pacte national repose sur cinq propositions concrètes et structurantes issues des réflexions d'un groupe de 50 experts qui s'est réuni à l'Assemblée nationale, le 13 octobre 2011. Parmi eux, certains seront partenaires officiels du pacte.

Avec cette mobilisation citoyenne massive, et avec le soutien de centaines d'étudiants (porte-paroles) et d'ambassadeurs (hébergeurs, transporteurs, collectivités, prestataires d'activités de loisirs...), les initiateurs de ce Pacte national 2012-2017 espèrent aujourd'hui provoquer une prise de conscience générale et obtenir un engagement réel de la part des candidats à l'élection présidentielle de 2012.

Pour plus d'informations sur cette initiative : <http://www.pacte-tourisme-durable.org/>

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

Organisation du premier festival international des cultures sahariennes, du 24 au 26 février 2012, au Tchad



La première édition du festival international dénommé "les cultures sahariennes" a été ouvert vendredi à Fada, dans le nord du Tchad, par le président Idriss Déby Itno.

Ce festival regroupe les représentants des pays ayant le Sahara en partage, notamment le Mali, le Niger, la Libye, le Soudan et le Tchad. Il entre dans la politique du gouvernement tchadien visant à développer le monde rural par l'entremise du tourisme, a

déclaré le chef de l'Etat tchadien, originaire de la région de l'Ennedi et fils d'éleveurs nomades.

Le festival qui durera trois jours, compte accueillir près de 300 touristes occidentaux. Des manifestations culturelles et des conférences-débats sont au programme. Les recettes générées par le festival serviront à promouvoir les activités artisanales et culturelles et à financer des projets de développement locaux, promet le ministre tchadien de l'Artisanat et du Tourisme, Abdelrassoul Aboubakar.

Organisation d'une formation sur le montage de projet dans le tourisme solidaire, le vendredi 2 mars 2012, à Lyon

Resacoop organise, en partenariat avec le Collectif des Associations de Développement de Rhône-Alpes (CADR), une session de formation intitulée : « Monter un projet dans le tourisme solidaire ».

Le module de formation sera construit autour de 3 grandes thématiques suivantes : l'impact du tourisme, les alternatives au tourisme de masse et les enjeux interculturels.

Plus d'informations sur le site Internet de RESACOOP à l'adresse suivante : <http://www.resacoop.org/actualites/detail.asp?id=1104>

L'institut français du tourisme rejoint le partenariat mondial du tourisme durable

Le 16 février, l'Institut Français du Tourisme (l'IFT) a adhéré au Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable (PMTD) constitué sous l'égide des Nations Unies dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Thématiques

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conférence des Nations Unies sur le Développement durable – Rio+20



RIO+20

Conférence des Nations Unies
sur le développement durable

La conférence des Nations Unies sur le Développement durable se tiendra du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro (Brésil). Elle fait suite à plusieurs conférences dont celle de Rio en 1992 et Johannesburg en 2002. Le gouvernement brésilien, en lien avec les Nations Unies et la municipalité de Rio, organise cet événement international au cours duquel près de 50 000 personnes sont attendues.

C'est la première fois que les Nations Unies ouvrent à ce point les débats aux acteurs de la société civile et aux autorités locales et régionales. CGLU et ICLEI se sont donc saisis de cette opportunité pour organiser respectivement leur bureau exécutif et leur congrès mondial au même moment.

Plus de détails à venir sur le site Internet de Cités Unies France prochainement.

CRISES ET CATASTROPHES

Réunion du groupe thématique crises et catastrophes, le 1^{er} février 2012, à Cités Unies France

Ce groupe de réflexion, présidé par Jean Philippe Magnen, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire en charge de l'emploi, la formation et les métiers de demain, s'est réuni le 1^{er} février dernier à Cités Unies France.

Les collectivités sont devenues, au fil des ans, l'un des premiers bailleurs humanitaires des grandes structures spécialisées telles que la Croix Rouge, Fondation de France, le Secours Catholique ou le Secours populaire. La loi Thiollière de 2007 sécurise juridiquement le versement des fonds pour l'urgence. À la demande de ses adhérents, Cités Unies France s'interroge aujourd'hui sur le rôle que les collectivités territoriales peuvent avoir dans le complexe environnement de l'aide d'urgence, en situations de crises et post-crisis.

Deux pistes importantes sont à l'étude, l'une concerne l'approfondissement et le renforcement de la notion de prévention dans le cadre des partenariats existants, l'autre porte sur les réactions face à une catastrophe.

Une étude, est en cours à Cités Unies France. Elle vise à faire le bilan de l'action internationale des collectivités territoriales françaises face aux catastrophes humanitaires. Il sera présenté lors du troisième Forum de la coopération internationale des collectivités territoriales.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Santé)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et catastrophes)

Constance Koukou, chargée de mission (Sécurité alimentaire)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Santé, Economie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Culture)

Sarah Schönfeld, chargée de mission

(Développement durable, Eau)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : c.koukou@cites-unies-france.org

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

EAU ET ASSAINISSEMENT

Forum mondiale de l'eau, du 12 au 17 mars 2012, à Marseille



La page Internet dédiée au Forum mondial de l'eau sur le site Internet de Cités Unies France vient d'être actualisée grâce aux dernières informations qui nous sont parvenues des organisateurs. Ainsi, cette page offre la possibilité de :

- s'inscrire en tant que participant (entrée dans les sessions officielles) ou en simple visiteur (accès simple au hall d'exposition dans lequel se trouvera l'espace France) ;
- connaître le programme complet de la semaine, le programme précis des deux journées dédiées aux autorités locales et régionales ;
- réagir et proposer, avant le 2 mars, des amendements au message politique des autorités locales et régionales en préparation (auquel Cités Unies France a largement contribué aux côtés d'autres associations françaises de collectivités et d'élus ;
- adhérer au Pacte d'Istanbul pour l'Eau et ainsi contribuer à faire de ce 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, un réel moment de partage de solutions et d'engagements des acteurs ;
- savoir où l'équipe de Cités Unies France sera présente pendant la semaine.

Toutes ces informations sur la page suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1475> ou rendez-vous sur le site du Forum Mondial de l'Eau <http://www.worldwaterforum6.org/fr/accueil/>.

Institutions européennes

Formation « les financements européens pour l'action internationale des collectivités territoriales : comment y accéder ? », les 28, 29 et 30 mars 2012

Cités Unies France, en collaboration avec l'AFD, a mis en place un pôle d'expertise européenne. Ce pôle propose d'aider les collectivités territoriales françaises à concevoir et financer leurs projets de coopération décentralisée à travers des formations et un accompagnement technique personnalisé.

Dans ce cadre, et en préparation de la publication des nouveaux appels pour les autorités locales 2012, le pôle d'expertise européenne propose une formation sur trois jours, les 28, 29 et 30 mars 2012 dans les locaux du Bureau d'information du Parlement européen à Paris.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1464>

L'appel à propositions « multi-pays » de l'UE

L'appel multi-pays du programme « acteurs non étatiques et autorités locales » a été clôturé le 17 février.

Cités Unies France a organisé en novembre et en janvier derniers deux réunions sur cet appel. Le pôle d'expertise européenne de Cités Unies France a par la suite accompagné une quinzaine de collectivités dans la préparation de leur dossier de candidature.

La Commission communiquera les résultats de la première phase de sélection courant du mois d'avril.

Forum de Platforma

Les 2 et 3 avril prochains, aura lieu à Florence le Forum de Platforma « Développement et gouvernance participative : quels partenariats multi-acteurs en Europe et dans les pays partenaires ? »

Ce Forum s'articulera autour de quatre tables rondes sur les thématiques suivantes : la gouvernance des partenariats de développement, les cadres de concertation des acteurs européens de la coopération au développement, la démocratie locale et la gouvernance participative et, enfin, les leçons à tirer des partenariats entre autorités locales et ONG et le rôle que peuvent jouer les institutions européennes pour encourager ces partenariats.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de Platforma : <http://www.platforma-dev.eu/>

Séance de la Commission DEVE du Parlement européen : l'instrument de coopération au développement (ICD), le 9 février 2012

La séance du Parlement européen du 9 février 2012 a été l'occasion pour la commission DEVE de discuter de la proposition de règlement de la Commission européenne instituant l'instrument de financement de la coopération au développement.

Le but était d'esquisser le cadre des négociations, de recueillir les idées et les suggestions des membres de la commission DEVE et des autres institutions concernées par cette proposition législative.

En outre, cette séance constitue le démarrage formel des travaux de la commission DEVE dans le cadre de cette procédure législative.

Cette séance a été l'occasion pour l'European center for development policy management de présenter son évaluation des instruments de la politique extérieure de l'UE et plus particulièrement de l'ICD. Cette évaluation est dans l'ensemble plutôt positive même si ses auteurs précisent que certains objectifs sont très difficiles à évaluer de façon précise.

Projet de résolution du Parlement européen sur la déconcentration de l'aide de décembre 2011

Le 15 décembre 2011, la commission DEVE du Parlement a transmis au Conseil et à la Commission européenne un projet de résolution sur l'impact de la déconcentration de la gestion de l'aide extérieure par la Commission, de ses services centraux vers ses délégations.

La commission DEVE rappelle que la déconcentration de l'aide vers les délégations vise à en améliorer l'efficacité et à accroître la qualité des procédures de gestion financière. Elle souligne également qu'actuellement 74% de l'aide extérieure (budget UE et fonds européen de développement) sont gérés directement par les délégations mais elle estime que l'impact sur l'efficacité de l'aide pourrait être amélioré.

Aussi, la commission DEVE invite la Commission européenne et les Etats membres à faire plus d'efforts pour améliorer les relations des délégations avec les autres acteurs du développement, dont, les autorités infranationales.

Plus d'informations sur ce projet de résolution : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=COMPARL&mode=XML&language=FR&reference=PE478.527>

Programme d'action annuel 2012 « acteurs non étatiques et autorités locales »

Les Programmes d'Action Annuels (PAA) sont des décisions de financement adoptées par la Commission européenne. Ils précisent les objectifs poursuivis, les résultats escomptés, les procédures de gestion ainsi que le montant total du financement prévu.

L'objectif n°1 du programme, qui concerne les autorités locales dans le développement, bénéficie d'une enveloppe de 27,6 millions d'euros dont 90% iront aux appels « un-pays » (objectif 1a) lancés par les délégations de l'UE des 41 pays sélectionnés. L'objectif 1b, qui consiste en un appel « multi-pays » bénéficie d'une enveloppe de 2,6 millions d'euros.

L'objectif N°2 « éducation au développement » dans les pays d'Europe bénéficie d'une enveloppe de 4,5 millions d'euros.

Pour l'année 2012, la Commission européenne continuera à utiliser les fonds de deux exercices budgétaires pour ses appels à propositions.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire « la dimension économique du développement durable dans la coopération décentralisée : quelles synergies ? »	Cergy-Pontoise	1 ^{er} - 2 mars	CUF / DAECT / CNER
Réunion d'information sur les appels à projets ANE-AL (In Country)	CUF	1 ^{er} mars (matin)	Union européenne / CUF
Réunion du groupe-pays Brésil	CUF	1 ^{er} mars (après-midi)	CUF
La réunion du comité de pilotage du programme concerté Liban	CUF	7 mars	CUF
Réunion du RCDP et Assemblée Générale extraordinaire	CUF	7 mars	CUF
Réunion Balkans à l'invitation de la Plateforme tourisme solidaire	CUF	9 mars	CUF
6 ^{ème} Forum Mondial de l'Eau	Marseille	12 - 17 mars	Comité d'organisation
Réunion du groupe-pays Tunisie	CUF	13 mars	CUF
Réunion des organisations françaises membres du Programme Concerté Maroc	Paris	15 mars	CUF
Réunion du groupe-pays Israël	CUF	16 mars	CUF
Forum des initiatives jeunes	Grande Halle de la Villette à Paris	17 mars	Animafac
Quatrième réunion du Comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération franco-japonaise	CUF	21 mars	Comité de pilotage
Cellule d'animation du groupe-pays Mauritanie	CUF	20 mars (après-midi)	CUF
« ExperienciAmérica » : Sommet hémisphérique des Autorités locales - VI ^e Congrès latino-américain des villes et des autorités locales	Santiago de Chile	20 - 23 mars	Comité d'organisation
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	22 mars	CUF
COPIL Programme concerté Maroc	Ifran	22 - 24 mars	PCM
Colloque : « Quelle coopération possible entre partenaires publics et privés dans les projets de développement internationaux ? »	Université de Lille 1	26 mars (18h30)	Association RESIPROC, Master 2 : Ingénierie des Projets de Coopération
Réunion du groupe-pays Madagascar	CUF	27 mars (matin)	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Assemblée Générale de NALAS	Pristina (Kosovo)	28-30 mars	Le Réseau des Associations nationales des pouvoirs locaux de l'Europe du sud-est
Formation « Les financements européens pour l'action internationale des collectivités territoriales : comment y accéder ? »	Parlement européen, Bureau d'information en France - Paris	28-30 mars	CUF / AFD
Réunion du groupe-pays Bénin	CUF	28 mars (matin)	CUF
2 ^{ème} Forum tuniso-français de la société civile	Tunis	30 - 31 mars	Ambassade de France (Institut Français de Tunisie) / Institut Français (Paris) / France Volontaires
Forum de Platforma « Gouvernance des territoires et partenariats multi-acteurs : Enjeux en Europe et dans les pays partenaires »	Florence	2 - 3 avril	Platforma
Réunion du bureau exécutif de CUF	CUF	4 avril (matin)	CUF
Réunion du groupe thématique Energie	CUF	4 avril (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Inde	CUF	11 avril	CUF
Organisation de la semaine des Offensives Utiles et Festives	Nanterre	12 avril	Ville de Nanterre
Festival : « Armor India »	Morlaix	27 avril - 13 mai	Ville de Morlaix, Morlaix Communauté, Conseil Général du Finistère, Conseil régional de Bretagne
Sommet Rio + 20	Rio de Janeiro	20 - 22 juin	ONU
Assises européennes de la jeunesse Franco-malienne	Paris	Juin	Conseil de base des Maliens de France / GRDR
3 ^{ème} Forum de la coopération internationale des collectivités	Paris Palais des Congrès	2 - 3 juillet	CUF / ICIC
Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Chartres	27 - 31 août	Comité de pilotage
Université d'été du CRID	Lyon	4 - 7 juillet	CRID
6 ^{ème} Forum Urbain Mondial	Naples	1 - 7 septembre	ONU-Habitat

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2012
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2010!)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2012
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2012
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2012



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

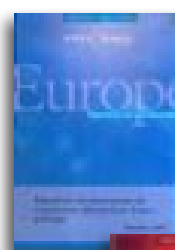
Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

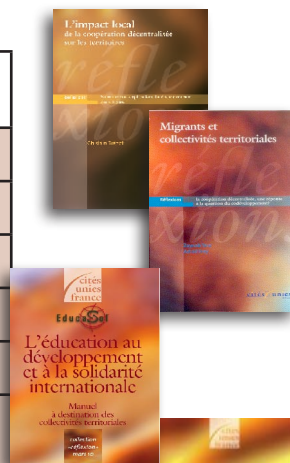
Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vientamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011



Ouvrages hors collection

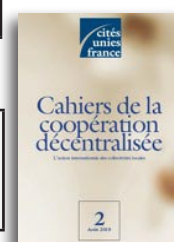
HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€



AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€
-------------	--	-------------	------------

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2009	30€
--------------	---	-------------	------------



Publications

Bon de commande

à retourner à Cités Unies France - 9 rue Christiani 75018 Paris
ou par fax : 01 53 41 81 41

Prénom : Nom :

Fonction

Collectivité ou institution :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :



22

Référence	quantité	prix unitaire	total
Frais d'envoi :			
Prix total :			
Frais d'envoi : gratuit pour la France métropolitaine - 5 euros pour l'étranger			

☐ Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

☐ Je règle par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

Signature :



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org